

vent que la vitalité du fait français requiert mobilisation et vigilance, a-t-il déclaré, offrant par la suite de mettre au service de la francophonie internationale les outils développés au Canada pour assurer la survie du français : les acquis canadiens en matière de communication et de télématique, de banques de données linguistiques, de traduction automatique, de conception de logiciels en langue française.

D'autre part, lors de la première séance de travail, tenue au Centre de conférence Kléber, la ministre canadienne des Relations extérieures, M^{me} Monique Vézina, a résumé les débats en disant que « si un fil conducteur existe, c'est le désir de donner naissance à un club international de solidarité ».

Déclaration contre l'apartheid

Cette solidarité n'a pas été longue à se manifester d'ailleurs puisqu'un texte de déclaration préparé par le Canada et le Sénégal a été adopté à l'unanimité. Reprenant pour l'essentiel une proposition déjà entérinée par le Commonwealth, on a dénoncé cet « affront à la dignité humaine » qu'est l'apartheid et promis une résistance incessante et implacable. En adoptant cette Déclaration, la francophonie ajoutait sa voix à la cause de la liberté, de la démocratie et de la défense des droits de la personne dans cette région.

Situation économique mondiale

Le thème de la solidarité économique mondiale fut introduit par le premier ministre Mulroney et donna lieu à l'adoption d'une résolution portant plus spécifiquement sur la conjoncture financière de l'Afrique et la situation alimentaire précaire qui y prévaut.

Télécommunications

Dans les domaines dits « porteurs d'avenir », le financement et la réalisation d'une étude



Le président de la République française, François Mitterrand accueille le premier ministre Brian Mulroney lors de l'ouverture du Sommet.

de faisabilité pour la diffusion par satellite ont été approuvés dans le cadre du projet TV-5. Cette chaîne transmet des émissions produites par cinq chaînes de télévision francophone d'Europe et un consortium de télédiffuseurs canadiens. Dans un premier temps, la diffusion serait effectuée sur la partie est de l'Amérique du Nord et sur les Antilles. On évoque la possibilité de diffuser à moyen terme vers l'hémisphère sud.

L'idée poursuivie est de créer un espace audio-visuel francophone. Aussi, parle-t-on de mettre sur pied un réseau de communication par satellite pour la francophonie. On soumet par ailleurs un projet dit de télé-médecine et de télé-éducation à l'intention de pays en développement. On affirme de plus le besoin de procéder à des échanges d'émissions de télévision qui permettent aux pays du Sud de contribuer à la création de cet espace audio-visuel.

Informatique

Les participants au Sommet devaient aussi discuter d'informatique, une question qui est vitale pour tous.

Le Québec a, dans le cadre de ce débat, insisté sur la nécessité d'adopter une terminologie commune en informatique entre pays francophones, mais surtout de lever l'obstacle principal à la création d'un véritable réseau télématique international, soit celui de l'interconnexion des réseaux.

Le Canada a pour sa part présenté un rapport synthèse sur les banques de données dont l'objectif principal est de rendre ces banques accessibles à tous. Pour cela, on a proposé de commencer par dresser un inventaire des banques existantes puis de voir à assurer aux pays qui en ont besoin le matériel nécessaire et la formation relative à l'utilisation de ces banques.

Transferts de technologie

Discutant de la question des transferts technologiques, le premier ministre du Québec, M. Robert Bourassa, a lancé le projet de créer un institut de l'énergie des pays francophones et une association francophone de l'énergie. Alors que l'association réunirait des groupes, sociétés et individus désireux d'échanger idées et informations, l'institut verrait à assurer une formation technique, à diffuser des travaux et à parrainer des études.

Le gouvernement du Canada s'est, pour sa part, engagé à mettre en place un programme de formation et d'assistance technique dans le domaine de l'énergie et à y consacrer 10 millions de dollars sur cinq ans. Il en a profité pour annoncer la création d'un programme de bourses de la francophonie qui permettra d'accorder 350 bourses d'études additionnelles pour les



Dans l'ordre habituel, le premier ministre du Nouveau Brunswick, Richard Hatfield, le premier ministre du Canada, Brian Mulroney et le premier ministre du Québec, Robert Bourassa.